



EUROPEAN COMMITTEE OF SOCIAL RIGHTS
COMITE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

Comité européen des Droits sociaux (CEDS), 303e session

SYNOPSIS

Date 3/12/2018 – 7/12/2018

Type d'activité Monitoring

Lieu Strasbourg, France (Agora)

Service DGI Droits de l'homme et Etat de droit (Service de la Charte sociale européenne)

Origin/DG Remarks Le Comité européen des Droits sociaux est un organe institué par la Charte sociale européenne. Composé de quinze experts indépendants, ses deux principales tâches sont : traiter les réclamations collectives et examiner les rapports nationaux portant sur l'application de la Charte afin de statuer sur la conformité des situations nationales.

Objectif(s) - Examiner :

- les projets de conclusions en ce qui concerne l'Islande et le Luxembourg pour les conclusions XXI-3 (2018) et les projets de conclusions en ce qui concerne l'Ukraine pour les conclusions 2018 et les projets de constats sur le suivi des décisions des réclamations collectives en ce qui concerne la Grèce, l'Irlande et le Portugal ;
- les procédures de réclamations collectives en instance devant le Comité ;
- les développements de la procédure relative aux dispositions non-acceptées y compris le premier projet de rapport sur les dispositions non-acceptées en République de Moldova ;
- de Tenir un atelier en l'honneur de Monika SCHLACHTER, Birgitta NYSTRÖM et Marcin WUJCZYK à l'occasion de leur dernière session en tant que membres.

Results 1) Les sous-comité ont examiné les projets de conclusions en ce qui concerne l'Islande et le Luxembourg pour les conclusions XXI-3 (2018) et les projets de conclusions en ce qui concerne l'Ukraine pour les conclusions 2018 ainsi que les constats concernant la Belgique et la France ;

2) Les rapporteurs en charge des réclamations collectives pendantes

devant le Comité ont informé ce dernier de l'avancement des procédures et des décisions de procédure prises par le Président depuis la précédente session (articles 27 et 28 du Règlement) ;

3) Le Comité a adopté une décision sur la recevabilité dans :

Fédération panhellénique des pensionnés des
télécommunications du groupe OTE (FPP-OTE) c. Grèce
Réclamation No. 165/2018

et une décision sur le bien-fondé dans :

Centre européen des Droits des Roms (CEDR) c. Bulgarie
Réclamation n° 151/2017

4) Le Comité a adopté le premier rapport de la République de Moldova et a été informé des derniers développements concernant la procédure relative aux dispositions non acceptées de la Charte ;

5) Le Comité a tenu un atelier en l'honneur de Monika SCHLACHTER, Birgitta NYSTRÖM et Marcin WUJCZYK à l'occasion de leur dernière session en tant que membres.

Conclusions/Suivi Le Comité a chargé le Secrétariat :

- de modifier les projets de conclusions conformément aux instructions du Comité, et les transformer en conclusions provisoires ;
- de modifier les projets de constats conformément aux instructions du Comité ;
- de notifier les décisions relatives aux réclamations collectives selon les procédures habituelles ;
- de suivre la procédure de réclamations collectives avec les rapporteurs pour les affaires pendantes devant le Comité ;
- de finaliser le rapport sur les dispositions non-acceptées en ce qui concerne la République de Moldova en vue de les notifier aux autorités compétentes dans les meilleurs délais ;
- de rester en contact avec les autres Etats parties concernés par la procédure relative aux dispositions non acceptées.

Participants

Giuseppe PALMISANO Président
Monika SCHLACHTER, Vice-Présidente
Karin LUKAS, Vice-Présidente
Eliane CHEMLA, Rapporteur général (mardi et mercredi)
Birgitta NYSTRÖM
Petros STANGOS
József HAJDÚ
Marcin WUJCZYK (mardi 4 décembre)
Krassimira SREDKOVA
Raul CANOSA USERA
François VANDAMME
Barbara KRESAL
Kristine DUPATE

Aoife NOLAN (absente)

Secretariat CdE

Jan MALINOWSKI, Secrétaire exécutif

Henrik KRISTENSEN, Secrétaire exécutif adjoint